



## Réforme du crédit à la consommation et du surendettement

La loi n° 2010-737 du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation a été publiée au Journal Officiel de la République du 2 juillet 2010. Ce texte vise à rendre le crédit à la consommation plus responsable afin de lutter contre le surendettement et transpose la directive européenne 2008/48/CE du 23 avril 2008 sur le crédit à la consommation.

Les principales dispositions de la loi entreront en vigueur au fur et à mesure de la publication des décrets d'application selon le calendrier présenté par Mme Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi :

- **juillet-août 2010** : suppression des pénalités libératoires versées au Trésor par les personnes en interdictions bancaires pour obtenir la radiation du fichier central des chèques ; création du comité de préfiguration chargé de la remise du rapport sur la création d'un registre national des crédits (fichier positif) ;

- **septembre 2010** : encadrement de la publicité ; développement du microcrédit ; choix donné aux consommateurs en matière d'assurance emprunteur ; encadrement des rachats de crédit ;

- **novembre 2010** : réforme du surendettement et du FICP avec la réduction de la durée des plans de surendettement de 10 à 8 ans, le raccourcissement de 6 à 3 mois des délais pour décider de l'orientation des dossiers, la suspension automatique des voies d'exécution à la recevabilité du dossier et interdiction pour le débiteur de payer les dettes nées avant la recevabilité, l'obligation d'assurer la continuité des services bancaires lorsqu'un client dépose un dossier de surendettement, le raccourcissement des durées d'inscription au FICP de 8 à 5 ans ;

- **avril 2011** : réforme du taux d'usure pour le crédit à la consommation par le passage d'un système de taux d'usure dépendant de la nature du crédit à un système fondé sur le montant des crédits pour réduire les taux d'usure et encourager le développement du crédit amortissable ;

- **mai 2011** : encadrement du crédit renouvelable ; choix laissé au consommateur sur le type de crédit (amortissable ou renouvelable) pour un achat supérieur à 1 000 euros en magasin ou sur Internet ; obligations pré-contractuelles (obligation pour le prêteur de consulter le Fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers pour vérifier la solvabilité de l'emprunteur, établissement d'une fiche de dialogue par les cocontractants pour les crédits souscrits sur le lieu de vente ou à distance, allongement de la durée du délai de rétraction de 7 à 14 jours) ; interdiction de conditionner les avantages commerciaux à l'utilisation à crédit des cartes de fidélité et ouverture de la possibilité de régler au comptant, l'utilisation de la fonction de crédit de la carte nécessitant l'accord exprès du consommateur.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Echange de valeurs au niveau européen (projet SEPA)

Lors de sa réunion du 3 juin 2010, le Comité national SEPA a examiné l'état de la migration à SEPA en France. Il a pris note des efforts considérables des administrations qui assureront dès début 2011 une part très significative des virements SEPA et confirmé le lancement du prélèvement SEPA en France dès le 1<sup>er</sup> novembre 2010.

### Frais bancaires

MM. Georges Pauget et Emmanuel Constans ont remis à Mme Christine Lagarde, ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, le 8 juillet 2010, le rapport sur la tarification des services bancaires. Le rapport préconise notamment :

- d'accroître la lisibilité, la transparence et la comparabilité des frais bancaires (établissement d'une liste standardisée des 10 principaux tarifs bancaires en tête des plaquettes tarifaires, mission d'évaluation et de suivi des tarifs bancaires confiée au CCSF y compris sur les tarifs outre-mer) ;

- d'aider les clients les plus vulnérables à maîtriser leurs frais bancaires (proposition d'un pack sécurité comprenant une carte de paiement à autorisation systématique plutôt qu'un chéquier, développement des systèmes d'alerte par SMS ou email) ;

- de mettre en place une nouvelle génération de forfaits bancaires (packages) plus adaptés aux besoins des consommateurs ;

- d'améliorer le traitement des incidents de paiement, notamment pour les clientèles fragiles afin de réduire les frais associés.

Le rapport est disponible à l'adresse suivante : [http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100708\\_rap\\_Pauget\\_Constans.pdf](http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100708_rap_Pauget_Constans.pdf)

### Application du RSA outre-mer

L'ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion a été publiée au J. O. du 25 juin 2010. Elle entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

### Publications de l'IEDOM

A l'occasion de la sortie des rapports annuels de l'IEDOM et de l'IEOM au titre de l'exercice 2009, M. Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM a présenté une synthèse des principales évolutions ayant affecté les économies ultramarines ainsi que les premières tendances de l'année 2010 lors d'une conférence de presse organisée le 23 juin 2010 au siège des Instituts d'émission à Paris.

Le rapport annuel et les monographies géographiques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon sont disponibles sur notre site Internet [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr). Celles relatives à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin seront diffusées en septembre.

# SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

## Une évolution des actifs financiers, en phase avec l'attentisme des agents...

L'encours total des actifs financiers ralentit fortement en mars 2010. A 6,21 milliards €, il enregistre son plus faible taux de croissance des six dernières années (+2,9 % sur un an, soit +175,6 millions €). Dans le détail, l'encours des dépôts collectés par les établissements de crédit locaux, affiche une croissance de 6,5 % sur un an (+130,9 millions €), après +6,2 % au trimestre précédent. Il s'est ainsi élevé à 2,15 milliards € à fin mars 2010. Cette accélération marque le maintien d'un comportement de précaution de la part des agents économiques et plus particulièrement les ménages, principaux détenteurs de dépôts à vue (50,9 % du total), dont l'encours croît de 7,2 % (+73,4 millions €), après +7,9 % en fin d'année 2009. A l'inverse, l'encours des placements liquides ou à court terme, qui s'établit à 2,09 milliards €, enregistre une baisse d'amplitude historique dans le département entre mars 2009 et mars 2010 (-4,2 % ; -92,2 millions €). Les placements à long terme maintiennent une bonne performance début 2010, malgré une légère décélération (+7,5 %, soit +136,9 millions €, contre +8.5 % en décembre 2009).

## ...tandis que la croissance de l'activité de crédit reste modérée

A fin mars 2010, l'encours sain de crédits s'établit à 6,8 milliards euros. La croissance annuelle de l'encours sain, qui s'accélère au premier trimestre 2010 (+3,7 %), doit être relativisée compte tenu d'un premier trimestre 2009 peu dynamique en terme de crédit. Le glissement trimestriel demeure faible (+1,4 %, soit +93,2 millions €).

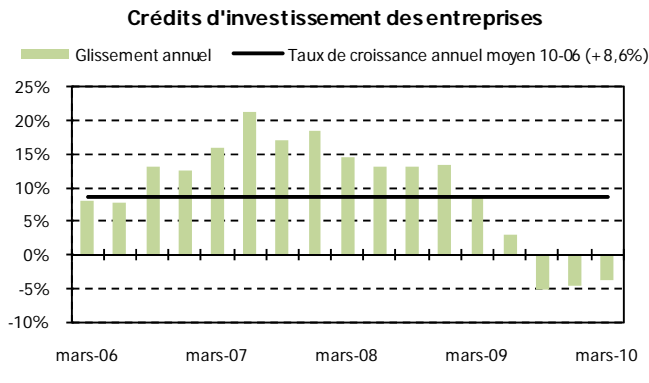
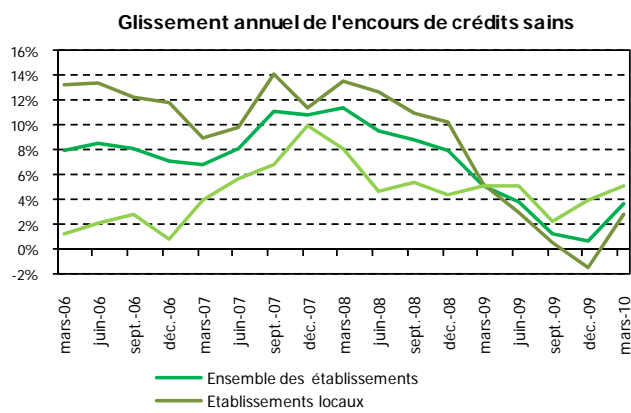
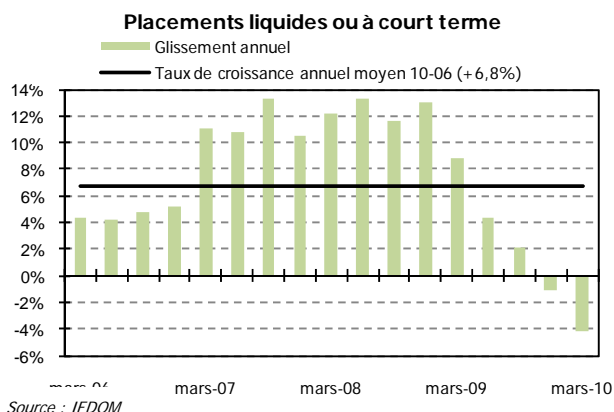
L'encours de crédit porté par les entreprises stagne à 3,32 milliards € et diminue même de 0,2 % sur trois mois en raison d'anticipations de reprise économique limitées. Le rythme de croissance annuel des crédits d'investissement reste négatif (-3,7 %, soit -50 millions). Cette orientation défavorable va de pair avec le repli de 6,8 % des importations de biens d'équipement entre décembre 2009 et mars 2010 et le maintien des intentions d'investissement des chefs d'entreprise à un niveau faible. Les entrepreneurs individuels, connaissent un nouveau ralentissement de leur crédit à l'équipement qui reste cependant moins prononcé que celui de décembre 2009 (-1,9 % sur un an après -4,3 % en décembre 2009). En revanche, à 1,6 milliards euros, l'encours des crédits immobiliers marque une nouvelle augmentation, affichant un taux de croissance de +6,8 % après +5 %. Le recours aux crédits d'exploitation n'augmente pas depuis décembre 2008 (-12,2 %), en lien avec un moindre recours aux crédits de trésorerie (-17,7 % sur un an).

S'agissant des ménages, l'encours des crédits a augmenté de 5,5 % en mars (+130 millions €), rythme supérieur à celui relevé en décembre 2009 (+2,4 %). L'encours s'établit ainsi à 2,51 milliards €. L'élément marquant réside dans la reprise difficile des crédits à la consommation en lien avec un recul de la consommation depuis plusieurs mois. L'habitat, principale composante des crédits aux particuliers, enregistre néanmoins une croissance annuelle de 5,9 % (+90,1 millions €).

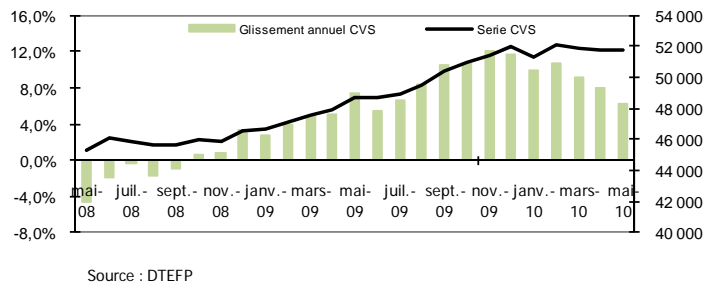
## Moindre hausse des demandeurs d'emploi face à des besoins en main d'œuvre importants

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, à fin mai 2010, s'élève à 51 790 en Guadeloupe et dans les Iles du Nord. Il enregistre une hausse de 0,1 % par rapport au mois précédent. En glissement annuel à fin mai, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté de 6,3 % (contre +8,3 % en Guyane et + 4,6 % en Martinique). En France entière, sur la même période, il est en hausse de 7,3 %. Pour autant les besoins en main d'œuvre en 2010 restent importants en Guadeloupe. Selon l'enquête Besoins en main-d'œuvre (BMO, Pôle Emploi)<sup>1</sup>, les projets de recrutement des entreprises guadeloupéennes s'élèveraient à 9 578 emplois dont 43 % dans les entreprises de moins de quatre salariés.

Néanmoins, quatre projets sur dix sont jugés difficiles à réaliser et 23 % auraient un caractère saisonnier. La construction est le premier recruteur régional avec 18 % des projets, les services aux particuliers rassemblent 14 % des intentions d'embauche. L'hôtellerie-restauration et les services aux entreprises sont aussi d'importants recruteurs potentiels.



## Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A



<sup>1</sup> Enquête réalisée par Pôle emploi et le CREDOC : 15 000 établissements ont été interrogés et 2 700 ont répondu.

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Le projet de plateforme multifilières de déchets devrait être en application en 2012

Le préfet a réaffirmé début juin 2010 son engagement pour que le grand projet de plateforme multifilières de la société Valorgabar S.A.S. piloté par le SICTOM (Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères) de la Guadeloupe soit opérationnel avant le 31 décembre 2012. Ce projet, Gabar'Belle car situé sur le site de la Gabarre, s'articule autour de trois axes : le prétraitement mécanique et manuel des ordures ménagères, la valorisation organique par méthanisation, la valorisation énergétique à travers l'incinération.

### De mauvaises perspectives pour la récolte cannière en 2010

Suite au mouvement social de 2009, du retard a été pris pendant la récolte cannière. Beaucoup de cannes sont demeurées sur pied en saison des pluies et peu d'hectares ont été replantés. Avec les aléas climatiques survenus début 2010, la majorité des cannes replantées ne sont pas récoltables. A Marie-Galante, l'usine de Grande-Anse a traité 77 600 tonnes sur les 107 000 tonnes attendues et l'usine Gardel au Moule a broyé 428 515 tonnes de canne au lieu des 638 000 escomptées, soit 67,2 % de la campagne. Le rendement est en deçà des prévisions et les cannes de moindre qualité.

## ACTUALITE REGIONALE

### Vers une Union Régionale de concertation et d'initiative Antilles-Guyane

Après une première rencontre le 12 mai 2010 en Martinique, puis le 17 mai 2010 en Guyane, la conférence des présidents des Régions Françaises d'Amérique s'est tenue les 16 et 17 Juin, en Guadeloupe. L'union de ces trois régions doit permettre de développer les échanges d'expériences, de favoriser les synergies locales et d'adopter parfois des positions communes à faire valoir auprès des autorités nationales et européennes.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

LES INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation	Juin 2010	122	0,0 %	2,2 %
	France		-	-	1,5 %
<b>Chômage</b> <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Mai 2010	51 790	0,1 %	6,3 %
<b>Commerce extérieur</b> <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)	Cumul à fin Avril 2010	71	-	-24,7 %
	Importations - (en M€)		1 180	-	2,2 %
<b>Energie</b> <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Mai 2010	40	-6,7 %	-2,7 %
	Cumul annuel		195	-	14,9 %

LES INDICATEURS DE VULNERABILITE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Ménages</b> <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Juin 2010	22 854	-0,2 %	-2,8 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Juin 2010	581	19,3 %	43,1 %
	Cumul annuel		3 059	-	28,2 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	Juin 2010	43	72,0 %	-12,2 %
<b>Entreprises</b> <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers €	juin 2010	1 573	12,2 %	53,8 %
		Cumul annuel	8 259	-	-22,5 %
	- Nombre	juin 2010	144	11,6 %	16,1 %
		Cumul annuel	761	-	-14,0 %

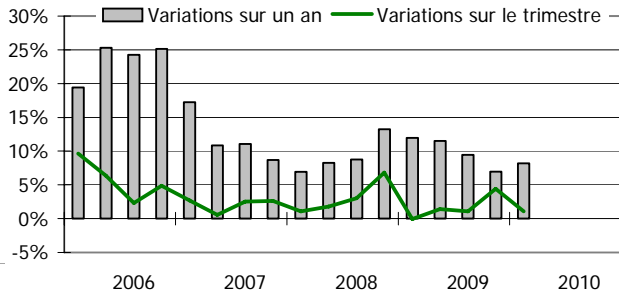
LES INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Mai 2010	134 194	-12,1 %	-2,5 %
	Cumul annuel		777 431	-	11,2 %
<b>Trafic portuaire</b> <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)	Cumul à fin Mai 2010	1 154 708	-	10,4 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		344 429	-	14,7 %
<b>Immatriculations</b> <i>(Source : Commissariat général au Développement Durable)</i>	Véhicules particuliers neufs (VPN)	Février 2010	807	-9,6 %	-3,0 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	Février 2010	142	-31,4 %	2,2 %
	Cumul annuel (VPN+ VUN)		2 049	-	-6,4 %
<b>Construction</b> <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	Juin 2010	21 059	9,7 %	-11,3 %
	Cumul annuel		120 948	-	14,0 %
<b>Banane</b> <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes)	Mars 2010	0	-	-
	Cumul annuel		6 748	-	-40,8 %

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

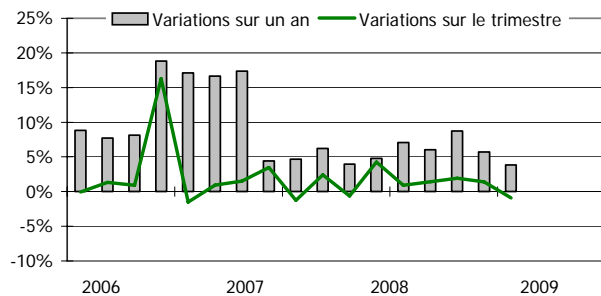
### Poursuite du ralentissement progressif des concours bancaires globaux et de la collecte des actifs financiers au 1<sup>er</sup> trimestre 2010

Au 31 mars 2010, l'encours total des passifs financiers de l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) s'établit à 2,2 milliards €. Sur le trimestre, les encours de crédits sains ne progressent que de 1,1 % contre +4,4 % au trimestre passé. Sur un an, ils perdent 3,8 points en rythme de croissance, passant de +12 % en mars 2009 à +8,2 % en 2010. Toutefois ces résultats restent à relativiser au regard de ceux obtenus aux Antilles (+3,7 % sur un an en Guadeloupe et +1,6 % sur un an à la Martinique). Les segments relatifs à l'investissement et à la consommation sont en retrait, seul l'habitat constitue un élément moteur pour l'activité financière. Les établissements de la place (installés localement) marquent une très légère progression sur 3 mois (+0,8 % pour les encours sains), mais sont bien en deçà du rythme de croissance atteint jusqu'au début de l'année dernière. L'épargne globale des agents économiques recensée en Guyane s'est pour sa part infléchiée en début d'année, atteignant 1,2 milliard € d'encours au 31 mars 2010, soit une progression de 3,8 % sur un an (contre +7,1 % un an auparavant), avec une légère baisse sur le trimestre (-0,9 %).

Evolution des encours de crédits sains



Evolution des actifs financiers



Source : IEDOM, données BAFI

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Collectivité territoriale

Après une première rencontre le 12 mai 2010 en Martinique, puis le 17 mai 2010 en Guyane, la conférence des présidents des Régions Françaises d'Amérique s'est tenue les 16 et 17 Juin, en Guadeloupe. L'union de ces trois régions, l'URAG (Union régionale Antilles Guyane) a été créée en présence de Victorin Lurel pour la Guadeloupe, Serge Letchimy pour la Martinique et Rodolphe Alexandre pour la Guyane. Elle doit permettre de développer les échanges d'expériences, de favoriser les synergies locales et d'adopter parfois des positions communes à faire valoir auprès des autorités nationales et européennes. Les objectifs visés sont multiples, notamment tenter de résoudre les questions liées à la concurrence commerciale interrégionale, d'harmoniser les taux d'octroi de mer, de réviser la structure de la composition des prix du carburant et enfin d'être associée aux processus de décisions relatives à la continuité territoriale. Cet accord, salué par la Ministre de l'Outre-mer, devrait selon elle concourir « au développement cohérent des trois collectivités dans leur environnement régional ».

Gérard Larcher, Président du Sénat, était en visite officielle en Guyane du 6 au 9 juin 2010. L'objectif de son déplacement était d'appréhender les réalités de terrain avant la mise en place de la réforme des collectivités locales. Une commission devra déterminer la nature de la collectivité unique, son mode de scrutin, le nombre de ses représentants et le délai de la mise en place de cette nouvelle collectivité.

### Communication

La Guyane, par le truchement du Conseil général, a été retenue avec 33 autres collectivités dans le cadre de l'appel à projet lancé en octobre dernier par les services de l'Etat (le ministère de l'espace rural et de l'aménagement du territoire et le secrétariat d'Etat chargé de la prospective et du développement économique numérique) pour soutenir l'action des collectivités visant à améliorer la couverture Internet haut-débit dans les zones rurales. Le projet de Réseau d'interconnexion numérique guyanais (RING) a obtenu une enveloppe de 1,2 M€ ; il vise à réduire les inégalités en matière d'accès au haut-débit dans les zones rurales qui ne sont pas concernées par la délégation de service public du réseau haut-débit (DSP-RHD) du Conseil régional. Le RING devrait venir en complément de la DSP-RHD pour une couverture globale de la Guyane.

### Carburant

Une nouvelle grille de fixation des prix des carburants est entrée en vigueur en Guyane au début du mois de juillet 2010. Cette dernière fait suite à la remise du rapport de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) à la ministre de l'outre-mer et repose sur un maintien, au moins dans un avenir proche, d'un approvisionnement par la SARA. Après 9 mois de stabilité le 15 juillet le prix du litre d'essence est réévalué à 1,42€ et celui du gasoil à 1,22€ soit une augmentation respective de 9 et 11 cts.

### Spatial

Le 26 juin 2010, après deux reports en raison d'un problème technique sur l'étage principal, Ariane 5 a mis sur orbite le satellite Arabsat-5A de télécommunications pour l'opérateur Arabsat et le satellite multimissions COMS pour l'Institut coréen de recherche aérospatiale (KARI). Ce 37<sup>ème</sup> succès d'affilée était le 51<sup>ème</sup> lancement d'une Ariane 5 et le 195<sup>ème</sup> lancement d'une fusée Ariane. La mise en orbite du 2<sup>ème</sup> véhicule automatisé de transfert (ATV) vers la station spatiale internationale (ISS) serait prévue pour novembre 2010. Elle devrait être suivie du vol inaugural de la fusée Soyouz-ST qui est programmé pour le 17 décembre 2010. Soyouz devrait mettre en position géostationnaire le satellite britannique HYLAS.

## Secteur aurifère

La période de consultation du projet de Schéma départemental d'orientation minière (SDOM) a pris fin le 28 juin 2010. L'article 68-20-1 du code minier issu de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 - art. 60, précise que le SDOM est élaboré par un représentant de l'Etat, il a pour but de réglementer l'exercice de l'activité minière en Guyane et de définir par un zonage la compatibilité des différents espaces du territoire avec les activités minières. Le schéma doit concilier deux objectifs : l'intérêt économique de la Guyane et la valorisation durable des ressources minières. Dans les secteurs qu'il juge compatibles avec l'activité minière, il fixe les contraintes environnementales et des objectifs de remise en état des sites miniers. Les contributions issues de la consultation seront transmises pour avis aux conseils régional et général puis aux communes concernées, ainsi qu'aux chambres consulaires. Le SDOM devrait être approuvé en Conseil d'Etat après les éventuelles modifications résultant de la consultation.

Dans le cadre d'une opération Harpie, à 50 km à l'est de Maripasoula, dans la rivière Petite Inini, une cinquantaine de gendarmes et de militaires des forces armées de Guyane (FAG) ont démantelé un village clandestin (Dorlin) servant de base de ravitaillement pour les sites d'orpailleurs illégaux.

## Commerce

Le Comité régional à l'exportation et à la coopération (COREC) a été créé au mois de juin 2010. Présidé par le Préfet de Région, il est composé des conseils régional et général, des chambres consulaires, de l'AFD et de quelques services de l'Etat dont la direction régionale des Finances. Le COREC a pour but de fédérer les efforts et initiatives de l'ensemble des acteurs du développement économique du département. L'objectif est de favoriser l'exportation des productions domestiques vers les pays limitrophes en facilitant les démarches administratives et en bénéficiant des réseaux de distribution existants. En parallèle, les gérants des grandes et moyennes surfaces de la distribution et les producteurs locaux ont signé une lettre d'intention dont le but est de faciliter l'écoulement de la production locale auprès des entreprises de la grande distribution du marché guyanais.

L'enseigne Carrefour et la municipalité de Kourou ont trouvé un accord pour que l'hypermarché s'installe dans la ville spatiale. La commune consent la vente d'une surface de 3 hectares aux abords du lac Bois de Chaudat au prix de 55€ du m<sup>2</sup>. D'ici fin 2012 début 2013, « Carrefour » devrait s'établir sur une surface de 4 à 5 000 m<sup>2</sup> dans un ensemble commercial qui comprendra des magasins, des boutiques, un centre médical, un hôtel deux étoiles et pourrait accueillir un cinéma ou un casino.

# ACTUALITES REGIONALES

## Suriname

La CCIG conduira au mois d'août une nouvelle mission consulaire au Suriname en complément de la première mission d'avril 2009 qui a suscité différentes rencontres. Lors de la 1<sup>ère</sup> visite, les questions du carburant, du transport aérien, du jumelage entre les deux aéroports de Cayenne-Rochambeau et de Zanderij avaient été évoquées. Les participants de ce nouveau déplacement rencontreront des entreprises du secteur de la banane, du pétrole et pourront visiter des installations portuaires et aéroportuaires.

## Le programme opérationnel de coopération transfrontalière Amazonie (PO Amazonie)

Le PO Amazonie est un dispositif dont l'objectif est de développer les actions de coopération entre la Guyane, le Brésil (précisément les Etats fédéraux de l'Amapà et du Parà) et le Suriname. En juin 2010 s'est tenu le 3<sup>ème</sup> comité de suivi et de sélection des projets en présence du Directeur général de la politique régionale au sein de la commission européenne, José Palma-Andres. L'enveloppe du PO Amazonie est constituée à 75 % par le fonds européen de développement régional (FEDER) et de 25 % de cofinancements divers (Conseils Régional et Général, le CNES et l'Etat). Pour la période 2007 / 2013, le montant éligible du PO Amazonie est de 17 M€ dont 12 M€ de FEDER. Depuis son lancement en juillet 2008, le comité de sélection a programmé 17 projets pour un montant de 9,5 M€ (taux de programmation 75 %). Quatre types d'actions sont éligibles : la connaissance et la préservation du patrimoine culturel, le renforcement de la connaissance et de la compréhension des populations des membres associés, le développement des activités économiques et la coopération des entreprises avec le développement des activités transfrontalières et enfin la gestion, le suivi et l'accompagnement de la mise en œuvre du programme. Sur le plan du développement économique depuis 2008, six intentions ont été programmées pour un montant de plus de 2 M€ parmi lesquelles un projet de faisabilité d'une infrastructure Internet par voie hertzienne pour un montant de plus de 753 000 €.

## LES INDICATEURS DE REFERENCE

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel	
<b>Prix</b> (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – mai 2010 (Indice base 100 : année 1998)	120,5	0,0 %	+ 0,1 %
<b>Emploi</b> (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin mai 2010	15 378	+ 0,8 %	+ 8,5 %
	Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin mars 2010	6 566	+ 0,4 %	+ 19,0 %
<b>RMI</b> (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin mai 2010	10 400	- 1 %	- 5,2 %
	Cumul 2010 des prestations nettes versées	26,9 M€		+ 2,5 %
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douane)*	Exportations – mai 2010	6,3 M€	- 0,9 %	+ 4,5 %
	Cumul 2010	63,6 M€		+ 87,3 %
	Importations - mai 2010	85 M€	+ 23,4 %	+ 49,6 %
	Cumul 2010	420 M€		+ 18,2 %
	Taux de couverture en cumul - à fin mai 2010	15,2 %		+ 5,6 points

## LES SECTEURS D'ACTIVITE

<b>Spatial</b> (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin juin 2010	2 tirs Ariane 5 (4 satellites)
	Rappel cumul à fin juin 2009	2 tirs Ariane 5 (4 satellites)
<b>Riz</b> (Sources : DAF Guyane et Douane)*	Production de riz (1 <sup>ère</sup> tranche 2010)	3 724 tonnes (+ 87,4 % sur un an)
	Cumul année 2009 (1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> tranche)	9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an)
	Exportations de riz (cumul à fin mai 2010)	2 248 tonnes (- 33 % sur un an) pour 0,76 M€ (- 49,3 %)
<b>BTP</b> (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – juin 2010	6 531 tonnes (+ 2,2 % sur un an)
	Cumul 2010	33 772 tonnes (- 18,6 % sur un an)
<b>Pêche</b> (Sources : IFREMER, DAM et Douane)*	Prises de crevettes (cumul à fin avril 2010)	396,5 tonnes (- 22,5 % sur un an)
	Exportations de crevettes (cumul à fin mai 2010)	399,8 tonnes (- 29,6 % sur un an)
<b>Or</b> (Source : Douane)*	Exportations d'or (cumul à fin mai 2010)	10,9 M€ (+ 32,2 % sur un an)
<b>Bois</b> (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin avril 2010)	12 518 m <sup>3</sup> (- 29,0 % sur un an)

\* données provisoires

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Année 2009 : la récession se confirme

L'IEDOM et l'INSEE ont tenu une conférence de presse commune, à l'occasion de la sortie du rapport annuel 2009 et de la revue antiane éco. Les deux institutions ont dressé un diagnostic convergent sur la situation économique de la Martinique, confirmant que la récession amorcée en 2008 s'était nettement aggravée en 2009. La crise économique mondiale et le conflit social du début d'année 2009 ont fortement pesé sur la croissance.

Les premières estimations des comptes économiques réalisées dans le cadre du projet CEROM, montrent un recul de 6,5 % en volume du PIB martiniquais en 2009. Il s'agit d'une contreperformance historique. L'investissement a chuté de 23,6 % en volume et la consommation des ménages a baissé de 2,9 %.

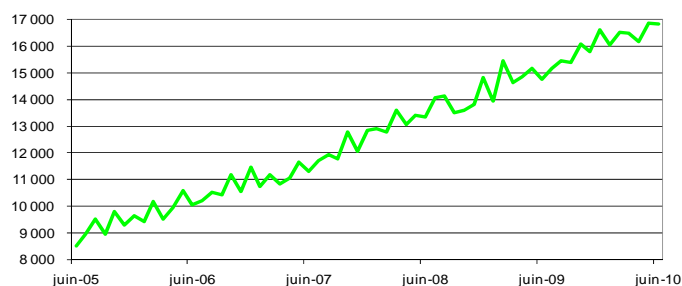
Seule, la contribution des administrations à la consommation finale a été positive (+ 1,4 %).

Les dernières tendances de la conjoncture en 2010, mettent en évidence un rebond encore fragile de l'activité économique.

## Monnaie fiduciaire : émissions nettes de billets en progression à fin juin 2010

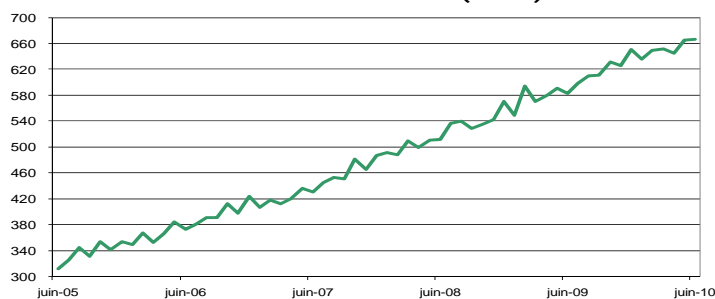
Au 30 juin 2010, les **émissions nettes de billets** ont progressé de 14,1 % en volume et de 14,3 % en valeur sur un an. Elles s'établissent à 16,8 millions de billets contre 14,7 millions un an plus tôt, pour une valeur totale de 666 M€, contre 583 M€ à fin juin 2009. Les coupures de 50 € et 20 € concentrent 87,7 % du nombre de billets en circulation, la coupure de 50 € représentant à elle seule 51,5 % du volume de l'émission nette de billets. En valeur, cette dernière coupure représente 65,1 % du total contre 64,8 % précédemment (+ 0,3 point).

Emissions nettes de billets (en milliers d'unités)



Source : ledom

Emissions nettes de billets (en M€)



Source : ledom

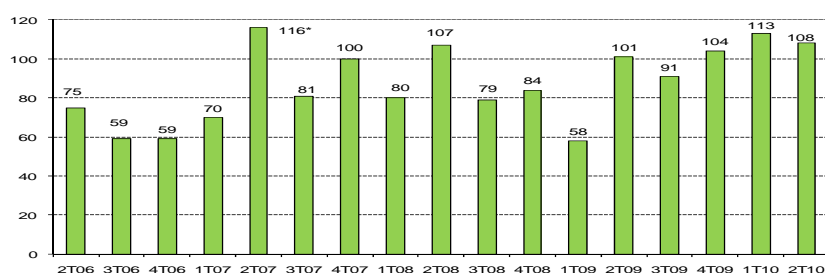
Parallèlement, les **émissions nettes de pièces** se sont accrues de 8,9 % en volume et de 6,5 % en valeur. Elles s'établissent à 152,8 millions de pièces contre 140,3 millions de pièces en juin 2009, pour une valeur de 21,6 millions d'euros, contre 20,2 millions d'euros un an plus tôt.

## Surendettement des ménages : progression du nombre de dossiers déposés sur un an

Au 30 juin 2010, 108 dossiers ont été déposés auprès du Secrétariat de la Commission de **surendettement**, soit une hausse de 6,9 % par rapport au second trimestre 2009. Après un tassement observé au troisième trimestre 2009, les périodes suivantes se caractérisent par un rythme soutenu en matière de dépôts (plus d'une centaine par trimestre).

Comparativement, 216 606 dossiers ont été déposés au niveau national, de mai 2009 à avril 2010, en augmentation de 8,7 % sur un an.

Nombre de dossiers déposés



Source : ledom

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

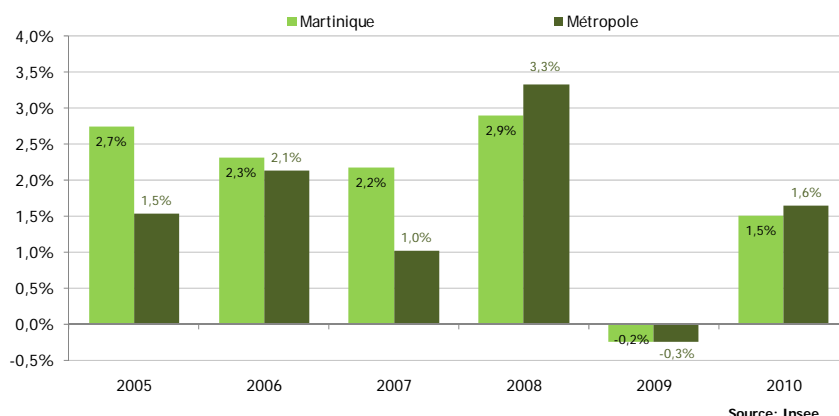
### Inflation : Poursuite du raffermissement des prix

A fin mai 2010, le taux d'inflation annuelle atteint +1,5 % à la Martinique. L'énergie (+8,5 %) et l'alimentation (+1,5 %) sont les principaux contributeurs à l'inflation globale. Parallèlement, les postes services et produits manufacturés suivent des évolutions plus mesurées (+0,6 % et +0,5 % respectivement).

A l'exception de la Guyane qui enregistre une inflation annuelle de +0,1 % sur un an, dans l'ensemble des autres géographies, l'inflation suit une tendance similaire : +2,3 % en Guadeloupe, +1,4 % à la Réunion et +1,6 % en Métropole.

### Taux de croissance de l'indice des prix à la consommation

Glissement annuel de mai à mai



### BTP : une activité déprimée

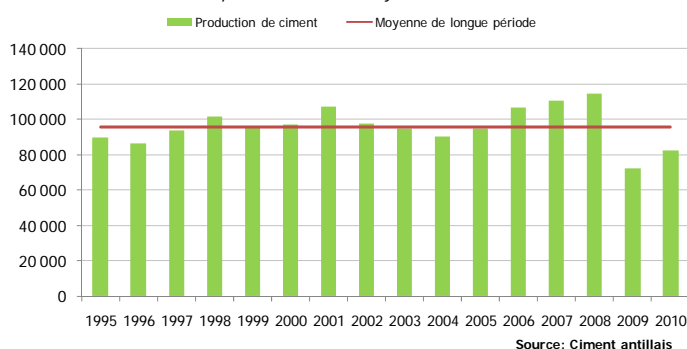
A fin mai, les ventes cumulées de ciment atteignent 82,4 milliers de tonnes soit une hausse de 13,8 % sur un an. Dans le détail, les ventes en sacs et les ventes en vrac progressent respectivement de 13,4 % et 14,0 %. En dépit de cette évolution favorable sur un an, la production globale de ciment demeure en dessous de la moyenne de longue période (1995-2010) à hauteur de -14,1 %.

Parallèlement, en cumul à fin juin 2010, 914 attestations de conformité électrique ont été délivrées par le Consuel, soit une diminution de 12 % sur un an. Le nombre d'attestations délivrées aux logements individuels se repli de 4,6 % tandis que celles attribuées à des logements collectifs sont en baisse de 20,5 % sur un an.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics reste confronté à une faiblesse de l'activité tant au niveau de la commande publique que de la demande privée.

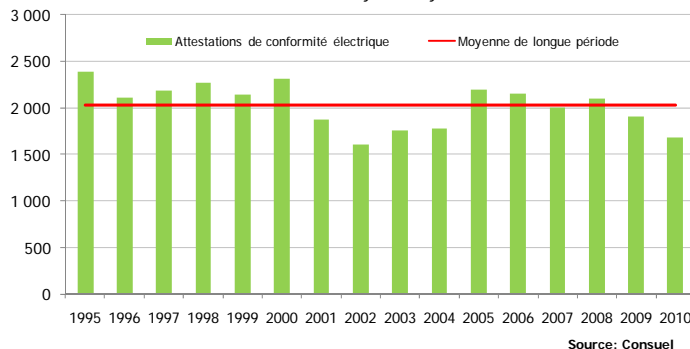
### Evolution de la production de ciment

production cumulée de janvier à mai



### Attestations de conformité électrique

cumul annuel de janvier à juin



## ACTUALITE REGIONALE

### Visite du Ministre de la Défense

Le Ministre de la Défense était en déplacement à la Martinique les 1<sup>er</sup> et 2 juillet derniers, afin de présenter la restructuration des armées aux Antilles-Guyane aux élus et aux personnels civils et militaires. Celle-ci devrait se traduire à la Martinique par le renforcement des moyens maritimes pour lutter contre le narco-trafic, la fermeture de la base militaire aérienne du Lamentin ainsi que du 33<sup>ème</sup> RIMA. Le départ de personnels militaires est programmé ainsi que la vente ou la cession de bâtiments détenus jusqu'ici par l'armée.

### Visite du Ministre de la Culture

Le Ministre de la Culture s'est rendu en Martinique les 23 et 24 juin pour présenter ses objectifs pour l'Outre Mer : l'émergence de la singularité des expressions artistiques et culturelles, la promotion des cultures ultramarines en France, la formation, avec la création d'un conservatoire à Fort de France, et enfin le livre et la lecture publique. Il a également annoncé que la part du budget du Ministère de la Culture dédiée à l'Outre Mer serait de 180 M€ en 2011.

### Nouvel employeur unique sur le port

La mise en liquidation judiciaire de la société Mamumar fait suite à la signature de l'avenant portant révision de la convention collective des dockers, qui entérine la création de l'employeur unique. Des départs à la retraite ayant été encouragés, Gemo, la nouvelle entité, autorisée par le tribunal d'instance et qui se substitue aux sociétés Manumar et GMM SP, devrait rassembler environ 110 dockers sur les 132 actuels. Le recours aux personnels extérieurs sera limité et la polyvalence, obligatoire, conformément aux accords. La nouvelle société devrait entrer en service le 5 juillet prochain.



## INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mai 2010	122,4	-0,1 %	+1,5 %
<b>Chômage</b> (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- mai 2010 - mai 2010	38 872 23,6 %	+0,2 %	+4,7 % +0,8 point
<b>Allocation Chômage</b> (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- mai 2010	13 968	-1,1 %	+5,3 %
<b>RMI</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- mai 2010	28 347	+0,0 %	+9,5 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel:	- avril 2010 - avril 2010	218,2 31,2 14,3 %	+0,6 % -7,7 %	+12,4 % +34,7 % +2,4 points
<b>Grande distribution</b> (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- mai 2010 - mai 2010	266 196,1	+5,3 %	+1,5 % +25,6 %

## LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers	- mai 2010 - cumul annuel	114 588 658 842	-9,0 %	-1,8 % +6,0 %
<b>Trafic Maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juin 2010 - cumul annuel	229 56 292	ns ns	nd +89,6 %
<b>Construction</b> (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mai 2010 - cumul annuel	16 856 82 446	-0,3 %	+17,8 % +13,8 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN) Véhicules utilitaires neufs (VUN) Cumul annuel (VPN + VUN)	- mai 2010 - mai 2010 - mai 2010	738 155 4 805	-10,0 % -3,1 % -	-16,1 % -15,8 % -16,7 %

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Publication du rapport annuel de l'IEDOM

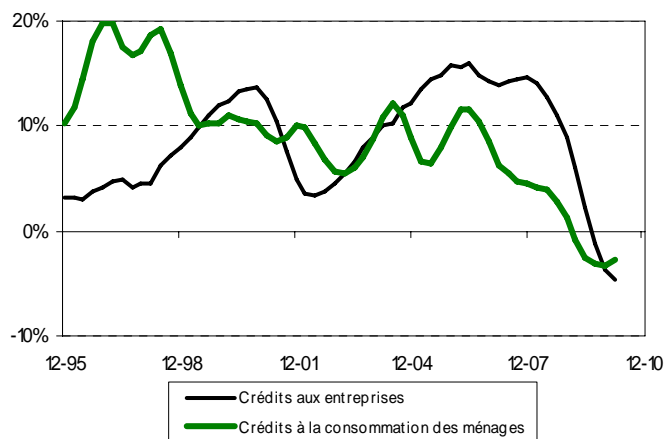


Le rapport annuel de l'IEDOM portant sur l'année 2009 a été présenté lors d'une conférence de presse organisée conjointement avec l'INSEE le 2 juillet 2010.

Cette rencontre a été l'occasion de publier les résultats issus des comptes rapides (projet CEROM associant l'IEDOM, l'INSEE et l'AFD) qui concluent à une croissance négative du PIB de la Réunion à - 2,7% en 2009 en volume. Le rapport est disponible à la vente dans la plupart des librairies de l'île au tarif de 12,50 €, il est également téléchargeable gratuitement sur le site de l'iedom. Organisé en quatre parties, il présente dans un premier temps les **caractéristiques structurelles** de la Réunion, puis le **panorama de l'économie réunionnaise** en relevant les principaux indicateurs économiques ainsi que les politiques publiques et leur mise en œuvre. Un troisième chapitre détaille les **différents secteurs d'activité** qui constituent l'économie locale, en soulignant leurs dynamiques et leurs problématiques propres. Enfin, l'évolution **monétaire et financière** locale fait l'objet d'un quatrième chapitre. Les thèmes analysés portent sur l'organisation du secteur (densité, réseau,..), les grandes tendances de l'activité bancaire en termes d'encours de crédits et de collecte de dépôts (parts de marché,..) et la situation financière des principales banques de la place en détaillant leur compte d'exploitation

### Un marché du crédit toujours atone

#### Evolution comparée des crédits aux entreprises et du financement de la consommation des ménages (en glissement sur douze mois)



Source : Iedom

En matière de distribution de crédits à la clientèle, la légère reprise enregistrée au quatrième trimestre de l'année 2009 (+1,9% soit +238 millions d'€) ne s'est pas poursuivie au premier trimestre 2010. L'ensemble des compartiments du marché du crédit sont en recul sur le trimestre.

Ce sont les crédits consentis aux entreprises qui diminuent le plus fortement sur le trimestre, avec une baisse de -129 millions d'€ (-2,6%) entre décembre 2009 et mars 2010, pour s'établir à 4,9 milliards d'€. La baisse enregistrée sur les douze derniers mois atteint pour sa part -256 millions d'€ (soit -5,0%).

Au sein des crédits aux entreprises, les financements d'exploitation s'inscrivent en recul de -87 millions d'€ sur le premier trimestre 2010 (-7,4%). Toutes les formes de concours à court terme, hormis les comptes ordinaires débiteurs des entreprises, voient leurs encours diminuer : -19,6% pour les créances commerciales, -14,4% pour l'affacturage, -10,3% pour les crédits de trésorerie.

Dans ce contexte, la hausse de +12,2% des comptes ordinaires débiteurs peut aussi être considérée comme un signe de tensions de trésorerie pour les entreprises et révélateur d'une montée des risques. Le financement de l'exploitation des entreprises s'inscrit dans un mouvement régulier de baisse des encours observé depuis décembre 2008, avec un seul trimestre de pause au trimestre précédent (+4,9%).

De même, les crédits d'investissement aux entreprises diminuent de -18 millions d'€ (-0,6%) au premier trimestre 2010, pour le quatrième trimestre consécutif. La baisse sur douze mois s'établit à -3,1% par rapport à mars 2009.

Les crédits consentis aux ménages s'inscrivent également en baisse entre décembre 2009 et mars 2010 de -0,7% (soit -40 millions d'€), en raison tout particulièrement du fort recul enregistré par les encours de crédits en faveur de la consommation des ménages (-47 millions d'€ soit -2,9% au premier trimestre 2010). Ces derniers avaient enregistré cinq trimestres consécutifs de baisse des encours en 2008 et 2009 (dont -0,6% au troisième trimestre 2009, -1,7% au deuxième et -1,6% au premier) avant une légère reprise au dernier trimestre. A l'inverse, le financement de l'habitat des ménages s'inscrit en hausse (+0,2% soit +7 millions d'€) sur le premier trimestre 2010, traduisant une stabilité du marché immobilier réunionnais. Le quatrième trimestre 2009 s'était inscrit en hausse beaucoup plus marquée (+96 millions d'€ soit +2,3%) après deux trimestres difficiles (+0,4% au troisième trimestre et +0,9% au second trimestre). Cette reprise peut néanmoins s'expliquer par la finalisation d'opérations de défiscalisation.

## BREVES ECONOMIQUES

### LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (INSEE)	Indice général des prix à la consommation-mai 2010 Métropole et DOM – mai 2010	123,4	+ 0,2 %	+1,4 % + 1,6 %
<b>RMI</b> (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – mai 2010 Cumul des prestations versées (millions d'€)	70 493 164,4	+ 0,5 %	- 1,4 % + 2,2 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations – avril 2010 (en cumul - millions d'€)	1 235	-	+ 2,9 %
	Exportations – avril 2010 (en cumul - millions d'€)	80	-	- 6,3 %
	Taux de couverture	6,5 %	-	- 0,6 pt
<b>Chômage</b> DTEFP	Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : mai 2010	106 675	- 0,3 %	+ 15,9 %

### LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic Maritime</b> (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) mars 2010	280 732	- 13,6 %	- 3,2 %
	Cumul 2010	1 036 887	-	+ 12,0 %
<b>Trafic Aéroportuaire</b>	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds mai 2010	163 566	+ 23,0 %	+ 12,6 %
	Cumul 2010	778 615	-	+ 14,7 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker – (millions d'euros) avr. 2010	1,1	- 10,2 %	- 74,7 %
	Cumul 2010 (millions d'euros)	9,2	-	- 6,6 %
	Importation de ciment/clinker – (milliers de tonnes) avr. 2010	9,6	- 11,1 %	- 83,5 %
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	122,6	-	- 3,8%
	Effectifs salariés du BTP à fin avril 2010	16 962	- 1,3 %	- 18,2 %

### De nouveaux acteurs économiques à La Réunion

Au cours du mois de juin 2010, de nouveaux responsables économiques ont été nommés. Yann de Prince, le PDG de Mobius, a été élu nouveau président du Medef, il succède à François Caillé et présidera l'organisation patronale pendant trois ans. La chanteuse Jacqueline Farreyrol remplace Pierre Vergès à la tête de l'IRT (Ile de La Réunion Tourisme) et enfin Dominique Vienne élu président de la CGPME (confédération générale des petites et moyennes entreprises) remplace Pascal Thiaw-Kine qui a passé 14 ans à la tête de ce syndicat patronal.

### 26<sup>e</sup> session du Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien

Le Ministre des Affaires Etrangères de l'Ile Maurice a pris la présidence de la Commission de l'océan Indien (COI), lors de la 26e session du Conseil des ministres de la COI, le 8 juin.

Les cinq membres composant la COI (Madagascar, Maurice, les Comores, les Seychelles et La Réunion) ont échangé sur des sujets d'intérêt régional et ont arrêté le programme d'actions de la COI pour la présidence à venir. Parmi les points inscrits à l'ordre du jour, la lutte contre la piraterie maritime, l'amplification de la coopération économique et des échanges commerciaux inter-iles, la mise en œuvre de la stratégie régionale pêche et aquaculture, la coopération sur la santé et la sécurité alimentaire, le renforcement du partenariat avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et la situation institutionnelle malgache ont notamment été examinés.

### Le développement de la pêche à la Réunion

Le deuxième thonier sennear surgélateur de la Sapmer est entré en exploitation. Comme le Franche-Terre, le « Manapany », nom d'un village côtier du Sud de la Réunion, a été construit au Vietnam sur le chantier South East Asia Shipyard (SEAS) filiale vietnamienne des chantiers Piriou (30 millions d'€ ; capacité annuelle 7 000 tonnes). La Sapmer qui a obtenu la reconnaissance " Pêche responsable " du bureau Veritas pour l'activité thonière, souhaite conquérir de nouveaux marchés comme le marché anglais. Le Manapany opérera dans l'océan Indien, sa pêche (thon Albacore et Listao) sera ensuite débarquée à l'Ile Maurice pour être valorisée dans l'usine " Mer des Mascareignes " filiale de la Sapmer. Par ailleurs, les quotas autorisés pour la pêche à la légine ou « l'or blanc des mers du Sud », pratiquée également par la Sapmer, pourraient être révisés selon les résultats de la campagne d'estimation des niveaux de ressources halieutiques du plateau des Kerguelen, intitulée Poker II et lancée par les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF).

### 4 protocoles d'accord pour le logement social

Le Conseil général, le 9 juin 2010, a renouvelé son protocole d'accord avec la Caisse des Dépôts et consignations (CDC) pour la période 2010-2014 en faveur du logement social. Les collectivités sont appelées à garantir en moyenne à hauteur de 30% les emprunts contractés par les bailleurs sociaux auprès de la CDC pour le financement de la construction des LLTS et LLS. Dans ce cadre, trois autres protocoles ont été signés entre la CDC, la SHLMR, la SIDR et l'ÉPFR (Établissement Public Foncier). Sur une enveloppe de 988 millions d'€ de prêts sur 3 ans, 968 millions sont destinés à la SHLMR et la SIDR et 20 millions à l'ÉPFR pour un programme d'acquisition foncière conséquente.

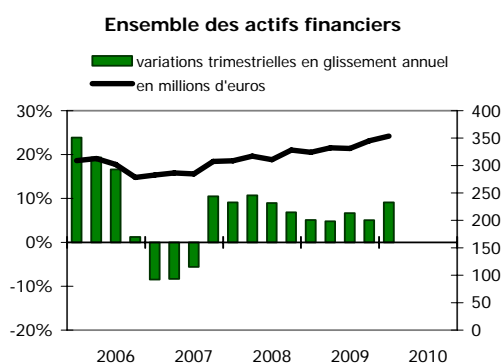
## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Evolution toujours contrastée de l'activité financière et bancaire au 1<sup>er</sup> trimestre 2010

L'évolution de l'activité financière et bancaire de la place au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 est marquée par la croissance des actifs détenus par les agents économiques mahorais (+2,6 %) et une croissance des encours de crédit qui ne profite qu'aux établissements de crédit non installés localement (+4 %), les établissements implantés localement affichant un encours stable.

#### Confirmation d'une reprise de l'épargne collectée.

L'encours global des actifs financiers (dépôts à vue, placements liquides ou à court terme et épargne à long terme) détenus par la clientèle mahoraise atteint 354 millions d'euros au 31 mars 2010. Après avoir marqué le pas au 3<sup>ème</sup> trimestre 2009 (-0,4 %) puis être repartie à la hausse au 4<sup>ème</sup> trimestre (+4,2 %), l'épargne collectée progresse à nouveau au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 (+2,6 %). Contrairement au trimestre précédent cependant, cette croissance est cette fois portée en premier lieu par la progression de l'épargne détenue par les **entreprises** (+7,9 %), dont l'encours s'est accru de 7,1 millions d'euros pour atteindre 96 millions d'euros. Elle est ensuite portée, dans une moindre mesure, par la croissance des actifs détenus par les **ménages** (+1,2 % à 182,4 millions d'euros). En revanche, les autres agents impactent négativement l'encours global ce trimestre (-0,5 % à 75,4 millions d'euros). Sur un an, la tendance est également positive, l'encours global progressant de 9,1 % soit +29,6 millions d'euros (contre +5,1 % soit +15,8 millions d'euros un an plus tôt, de mars 2008 à mars 2009).

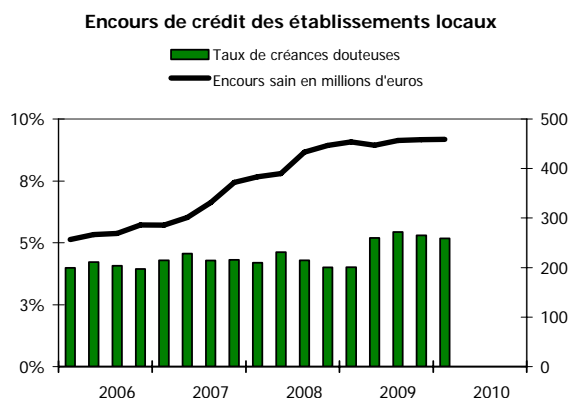
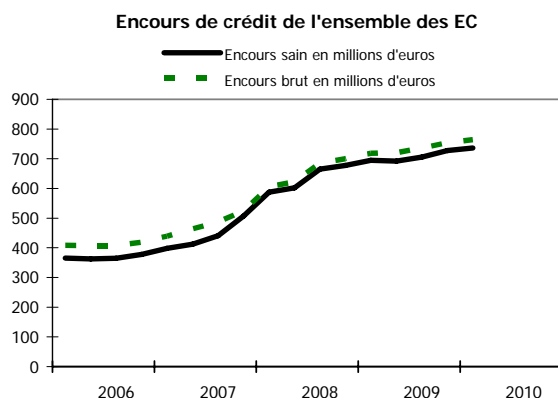


#### ...mais évolution encore nuancée des financements bancaires.

Au 31 mars 2010, le montant total des concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant à Mayotte s'établit à 764,6 millions d'euros, en progression de 1,4 %. Cette croissance de l'encours fait suite à une hausse respective de 2,1 % et de 2,4 % aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres. L'encours de crédit sain enregistre une croissance de 1,3 %, tirée par les crédits accordés aux collectivités locales (+9,7 %, soit +15,3 millions d'euros). Les concours aux entreprises et aux ménages sont en revanche relativement stables (-0,1 % chacun, soit respectivement -0,4 et -0,3 million d'euros). Les crédits aux entreprises, aux ménages et aux collectivités locales représentent respectivement 37 %, 30 % et 23 % de l'encours de crédit sain, le solde étant détenu par les « autres agents » (sociétés d'assurance, administrations centrales ou de sécurité sociale,...).

L'encours brut total des crédits consentis par les établissements de crédit de la zone s'élève à 483,9 millions d'euros. Il est stable par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009. A 458,8 millions d'euros, l'encours de crédit sain est également stable (+0,1 %). Les concours aux entreprises (218,9 millions d'euros), qui représentent 47,7 % du total de l'encours de crédit sain, progressent de 1,9 %. Les concours aux ménages (46,6 % du total de l'encours) s'élèvent à 213,8 millions d'euros et sont stables ce trimestre. Avec un volume d'engagement modeste auprès des EC installés localement (20,9 millions d'euros), les collectivités locales affichent ce trimestre une activité en repli (-11,3 %), après quatre trimestres de croissance continue (+139 % en 2009).

Enfin, l'activité des établissements de crédit non installés localement (ECNIL) affiche une progression dynamique depuis deux ans (+73 % en 2008 et +14,6 % en 2009). Au 31 mars 2010, l'encours brut s'élève à 280,7 millions d'euros. En ce premier trimestre, la croissance atteint 4 % (contre 6,8 % précédemment).



## BRÈVES FINANCIÈRES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

### Environnement

#### Premières assises de l'eau et de l'assainissement

A l'initiative du SIEAM (Syndicat Intercommunal des Eaux et d'Assainissement), un colloque de deux jours a été organisé ; l'occasion pour les nombreux professionnels, spécialistes, consommateurs, syndicats et décideurs présents de se concerter sur la problématique de l'eau et de l'assainissement sur l'île, notamment en matière d'eau usée. L'enjeu est de préparer la construction de 12 stations d'épuration à Mayotte au cours des dix prochaines années. Le coût d'investissement estimé s'élève à 750 M€.

### Politiques Publiques

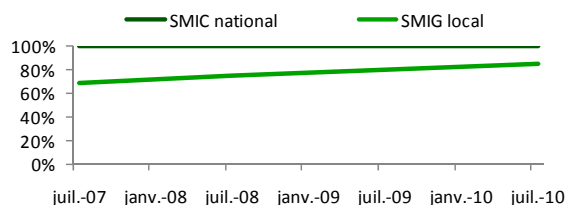
#### Lancement du logiciel Présage, outil de suivi des politiques publiques

Ce logiciel, présenté par l'ASP (Agence de Services et de Paiement), met dorénavant à disposition de l'Etat et du Conseil général toutes les informations nécessaires à la gestion, au suivi, au contrôle et à l'évaluation des politiques publiques. Sa base de données partagée, mise à jour en temps réel, donne une visibilité de l'évolution de l'ensemble des dossiers éligibles au Contrat de projet 2008-2013, depuis leur dépôt jusqu'à leur archivage. Au total, 15 ministères sont partenaires du logiciel. Il compte 7 000 utilisateurs, déployés en métropole et dans les DOM. Plus de 130 programmes européens et nationaux y sont gérés, mettant en jeu 65 milliards d'euros de crédits d'intervention.

### Social

#### Hausse du SMIG local

Dans le cadre du rattrapage social de Mayotte vis-à-vis de la métropole, et en accord avec le calendrier de péréquation établi en 2007, le SMIG net mahorais est fixé à 85% du SMIC net métropolitain à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010. Cela correspond à une hausse de 6,75%, portant le salaire net à 1 006 euros net par mois.



#### Les mouvements de protestation des instituteurs perdent de l'ampleur

Depuis le mois d'avril, instituteurs et professeurs des écoles de Mayotte revendiquent publiquement l'indexation des rémunérations des agents publics pour compenser le coût de la vie. Soutenus parallèlement par les collectifs et syndicats luttant contre la vie chère à Mayotte, les mouvements de rue ont été particulièrement nombreux au cours du mois écoulé. La grève générale prévue le 28 juin a pourtant été reportée à plusieurs reprises. Des manifestations sont annoncées pour la rentrée.

### Tourisme

#### Mayotte remporte un prix dans la catégorie « tourisme et espaces aquatiques »

Le concours EDEN (European Destinations of Excellence) vise à récompenser les destinations touristiques qui axent leur stratégie de développement sur une source d'eau naturelle, respectueuse de l'environnement, sans négliger les besoins des populations locales et ceux des visiteurs. Sur 40 destinations en lice, Mayotte a obtenu la 4<sup>ème</sup> place. Cette distinction EDEN fait entrer l'île dans le réseau européen des destinations d'excellence. Elle se verra ainsi valorisée à l'échelle nationale et européenne à travers les supports de communication de la Commission Européenne et des partenaires du concours.

### Agriculture

#### La vanille et l'ylang-ylang à l'honneur

La 2<sup>e</sup> édition de la fête de l'ylang-ylang et de la vanille s'est tenue ce mois de juin à Mamoudzou. Les productions d'ylang et la vanille sont en nette diminution sur l'île et l'objectif de cette exposition est d'encourager les jeunes mahorais à s'engager dans la culture de ces deux produits emblématiques. En 2009, les exportations d'ylang se sont élevées à seulement 2 tonnes, contre 7 l'année précédente. Les ventes de vanille à l'international se sont quant à elles interrompues.

### Foncier

#### Remise gracieuse de titres de propriété

Une centaine de titres de propriétés ont été attribués gratuitement par le service de la régularisation foncière et de la propriété du Conseil général aux citoyens convoqués, occupant leur terrain depuis au moins dix ans (depuis 1997, année de la première délibération du conseil général). L'objectif du service est d'octroyer à chaque mahorais un titre officiel pour sa parcelle, bâtie ou non bâtie, avant le 31 décembre 2011, date de l'entrée en vigueur de la fiscalité locale à Mayotte.

### Justice

#### Le Tribunal Supérieur d'Appel et le Tribunal de Première Instance se réforment

En préparation de la départementalisation, la justice a revu l'organisation des juridictions civiles et pénales présentes sur l'île. Le TSA sera remplacé par une Chambre d'Appel alors que le TPI évoluera vers un Tribunal d'Instance (TI) et de Grande Instance (TGI). Un greffe est envisagé à Sada pour faciliter l'accès à la justice aux habitants du Sud de l'île. Les changements verront le jour d'ici le 1<sup>er</sup> avril 2011.

## LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		mai.-10	109,2	0,0%	0,4%
<b>Chômage</b> (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		déc.-09	12 585	25,4%	-
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-10	27 943	2,3%	15,6%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	mars-10	83 198	-	11,1%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-10	439	-11,6%	-37,1%
		cumulées	mars-10	1 542	-	24,8%
	Taux de couverture	mensuels	mars-10	1,57%	-0,25 pt	-1,32 pt
		cumulés	mars-10	1,85%	-0,14 pt	0,20 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aérien</b> (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	avr.-10	431	5,6%	17,1%
		cumulés	avr.-10	1 597	-	11,6%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	avr.-10	16 544	-17,4%	4,1%
		cumulés	avr.-10	74 259	-	12,2%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	avr.-10	29,4	-31,1%	-18,7%
	cumulés	avr.-10	159,1	-	47,6%	
<b>Trafic maritime de marchandises</b> (Source : Douanes)	Mouvements de navires <sup>(1)</sup>	mensuels	mars-10	-	-	-
	(Port de Longoni uniquement)	cumulés	mars-10	-	-	-
	Tonnage débarqué <sup>(2)</sup> (hydrocarbures compris)	mensuels	mars-10	-	-	-
		cumulés	mars-10	-	-	-
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(3)</sup> (en tonnes)	mensuelles	mars-10	4 718	16,4%	3,8%
		cumulées	mars-10	17 331	-	-26,6%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		mai-10	36 027	0,2%	5,7%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	mai-10	21 169	-0,4%	16,0%
		cumulées	mai-10	100 273	-	8,8%
<b>Ylang-ylang</b> (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	mars-10	0,1	-65,7%	-39,4%
		cumulés	mars-10	0,5	-	-12,5%
	- en milliers d'euros	mensuelles	mars-10	9,6	-100,0%	-37,9%
	cumulées	mars-10	31,2	-	7,8%	
<b>Automobile</b> (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	mai-10	99	106,3%	59,7%
		cumulés	mai-10	358	-	-3,8%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	mai-10	15	36,4%	50,0%
	cumulés	mai-10	88	-	46,7%	
<b>Poissons d'élevage</b> (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	mars-10	6	98,3%	7,7%
		cumulés	mars-10	11	-	-30,7%
	- en milliers euros	mensuelles	mars-10	38	95,0%	5,8%
	cumulées	mars-10	71	-	-31,3%	

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

\* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Indicateurs de vulnérabilité des ménages

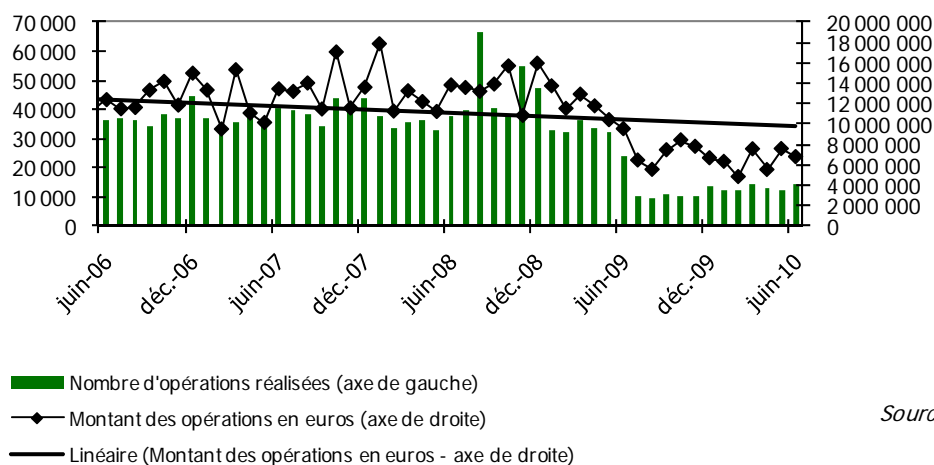
En juin 2010, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France n'a enregistré que deux incidents de paiement sur chèques. Au deuxième trimestre 2010, sept incidents ont été recensés, soit quatre incidents de moins par rapport au second trimestre 2009. Par ailleurs, seul un retrait de carte bancaire a été enregistré en juin, le cumul annuel s'établissant à neuf décisions de retrait. Enfin, l'archipel comptait 27 personnes physiques en interdiction bancaire, soit quatre de moins qu'en juin 2009.

### Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis décembre 2007. Au total 33 dossiers ont été soumis à la commission depuis mars 2002.

### Recul de la valeur et du volume des opérations de compensation

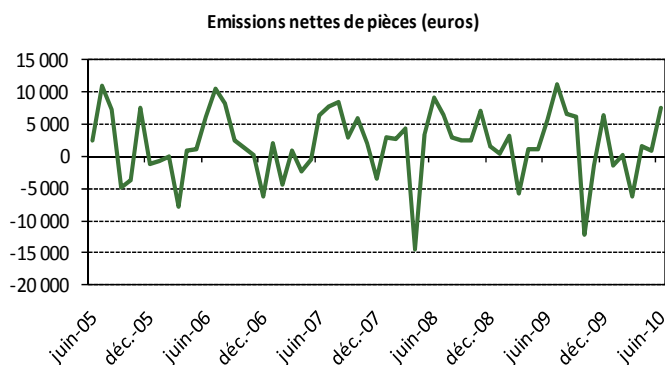
Au second trimestre 2010, la valeur des opérations de compensation (19,75 millions d'euros) a fléchi de 37,6% par rapport à la même période en 2009. Le nombre d'opérations réalisées (39 208) est également en repli (-56,6 %) en raison notamment de la diminution du nombre de participants à la compensation liée à la fusion des deux principaux établissements de crédit (Banque des Iles et Crédit Saint-Pierrais) intervenue en juin 2009.



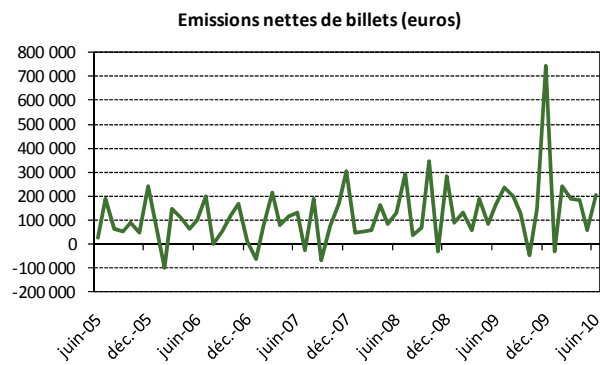
Source : IEDOM

### Circulation fiduciaire

Fin juin 2010, les émissions nettes cumulées de billets (pré-alimentation de décembre 2001 comprise) s'élevaient à 13,678 millions d'euros (pour un volume de 352 889 billets), en progression de 19,7% sur un an. Pour leur part, les émissions nettes cumulées de pièces (pré-alimentation comprise) s'établissaient à 0,403 million d'euros (pour un volume de 2,286 millions de pièces), en progression de 5,0% en glissement annuel.



Source : IEDOM



Source : IEDOM

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Création d'un Groupement d'intervention régional concurrence sur l'archipel

Ce GIRC aura pour objectifs la régulation des marchés et la protection économique des consommateurs. Le service de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes assurera le secrétariat du GIRC.

### Recherches d'hydrocarbures dans la ZEE française

Deux permis de recherche en hydrocarbures dans la ZEE française ont été publiés au Journal Officiel de l'UE. Ces demandes ont été déposées en 2009 par la société Conocophillips Canada pour le « permis de Langlade » (547 km<sup>2</sup>) et par la société Bardoil Energy SPM pour le « permis d'Hermine » (1 312 km<sup>2</sup>).

### Signature d'un accord entre France télévision et Radio Canada

Lors de la dernière rencontre de la Communauté des Télévisions Francophones se tenant à Québec du 18 au 21 mai 2010, France télévision et Radio Canada ont signé une convention afin de favoriser la mise en commun de certains programmes entre Radio Canada Acadie et RFO Saint Pierre et Miquelon.

### Arrivée du « Jeune France » sur l'archipel

Le nouveau bateau chargé d'assurer la liaison entre Saint-Pierre et Langlade est arrivé sur l'archipel le vendredi 18 juin 2010, et est entré en service immédiatement. Le « Jeune France » est ainsi le seul bateau de transport de passagers à assurer des rotations entre Saint-Pierre et Miquelon-Langlade en raison de l'indisponibilité du navire le « Cabestan ». Ce dernier doit en effet subir une série de modifications en cale sèche à Terre-Neuve avant de pouvoir prendre la mer.

### Evolutions dans le transport maritime de fret

Sur la ligne Halifax-Saint Pierre, le « Dutch Runner » a été remplacé par le « Svendborg », en provenance de Gibraltar, qui a entamé ses rotations début juillet. En parallèle le porte-conteneur « l'Aldona » reprendra ses liaisons avec Miquelon et Terre-Neuve suite à la levée de la saisie le concernant. Ces deux navires sont affrétés par TMS / TMSI.

### Saison de pêche au saumon décevante

La saison de pêche au saumon, qui prend fin à la mi-juillet, s'avère particulièrement décevante pour les pêcheurs de l'archipel. Le total des prises est en effet moindre que les années précédentes.

### Evolution du dollar canadien

Depuis le début de l'année 2010, le cours moyen de la devise canadienne a fortement augmenté (+17,4%). Le cours du dollar canadien a ainsi progressé de 24,4% sur les 12 derniers mois, pour atteindre un taux moyen de 0,7890 EUR/CAN en juin 2010.



Source : banque-france.fr



LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : Préfecture)	Prix à la <b>consommation</b> – 2 <sup>e</sup> trimestre 2010 (Indice base 100 : décembre 2002)	-	+3,48 %	+3,80% <i>Par rapport à juin 2009</i>
		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
<b>Emploi</b> (Source : DTEFP)	<b>Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1)</b> Mai 2010 :	266	+1,1 %	+5,1 %
	<b>Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés</b> Mai 2010 :	196	-30,5 %	-17,3 %
<b>RMI</b> (Source : CAF)	Nombre de <b>bénéficiaires</b> - fin mai 2010 :	34	0,0 %	+ 21,4 %
	Cumul 2010 des <b>prestations nettes versées</b> (en euros)	61 543,5	-	+ 6,6 %
<b>Commerce extérieur</b> (mouvements réels + mouvements d'entrepôt) (Source : Douanes)	<b>Importations</b> (milliers d'euros) Avril 2010 :	4 838	-51,0%	+ 13,2%
	Cumul annuel :	28 623	-	+ 50,4%
	<b>Exportations</b> (milliers d'euros) Avril 2010 :	0	-	-
	Cumul annuel :	1 253	-	-57,9 %
	<b>Déficit commercial</b> (milliers d'euros) Avril 2010 :	4 838	-48,8%	+ 17,3%
	Cumul annuel	27 370	-	+ 70,4%

LES SECTEURS D'ACTIVITE		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
<b>Pêche industrielle</b> (Source : Affaires maritimes)	<b>Débarquements</b> (en tonnes) Campagne 2009/2010	-	-	-
	<b>Débarquements</b> (en tonnes) Début de la saison : Avril 2010	-	-	-
<b>Trafic aéroportuaire</b> Aéroport de Saint-Pierre (Source : Aviation civile)	<b>Nombre de passagers</b> (arrivées + départs) Mai 2010 :	4 291	-6,9 %	+ 51,6 %
	Cumul annuel :	19 226	-	+ 56,3 %
	<b>Mouvements d'avions</b> Mai 2010 :	301	+11,1%	+ 5,6 %
	Cumul annuel :	1 152	-	+ 4,9 %
	<b>Fret et envois postaux</b> (en tonnes) Mai 2010 :	16,834	+ 12,2 %	+ 2,7 %
	Cumul annuel :	87,807	-	+ 11,5 %
<b>Trafic portuaire</b> Port de Saint-Pierre (Source : Capitainerie du Port)	<b>Mouvements de navires</b> Mai 2010 :	-	-	-
	Cumul annuel :	-	-	-
	<b>Fret</b> (en tonnes) Mai 2010 :	-	-	-
	Cumul annuel :	-	-	-

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)				
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

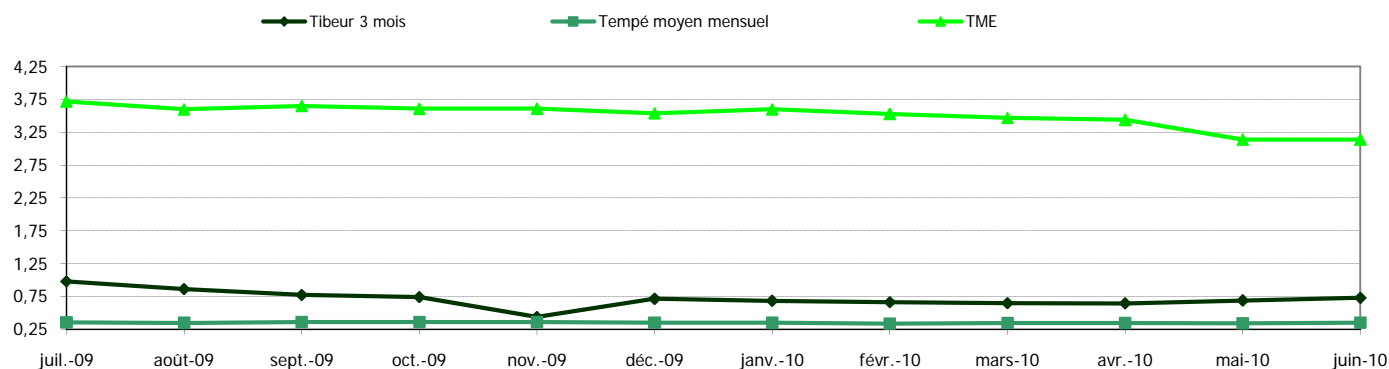
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (juin 2010)			
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3434%	0,3453%	0,3386%	0,3489%	0,4460%	0,7270%	1,0120%	1,2810%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
3,47%	3,44%	3,14%	3,14%	3,67%	3,64%	3,34%	3,34%

### Taux de l'usure (applicable à partir du troisième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>					
Prêts à taux fixe		6,09%			
Prêts à taux variable		5,35%			
Prêts relais		5,96%			
<b>Autres prêts</b>					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,15%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,27%	Découverts en compte (1)		13,39%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,61%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

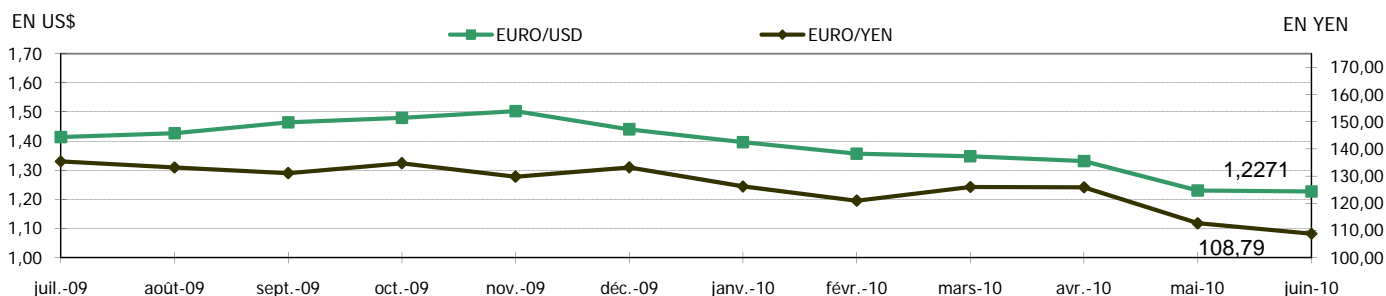
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2271	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,3808	EURO/SRD (Surinam)	3,35520
EURO/JPY (Japon)	108,7900	EURO/BWP (Botswana)	8,61920	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,18810
EURO/CAD (Canada)	1,289	EURO/SCR (Seychelles)	15,2257	EURO/DOP (Rép. Dom.)	45,0393
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,81750	EURO/MUR (Maurice)	39,6652	EURO/BBD (La Barbade)	2,44480
EURO/SGD (Singapour)	1,7160	EURO/BRL (Brésil)	2,2082	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,76220
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,5549	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,17690	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2767,06	EURO/XCD (Dominique)	3,3005	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK